

Communiqué du Collectif Contre le Terrorisme

10 décembre 2012

**Pour le droit des filles à l'éducation
Pour l'arrêt de la terreur
Pour la liberté d'expression et de conscience**

Nous nous félicitons que la journée internationale des droits humains soit consacrée par l'UNESCO à un plaidoyer pour le droit de toutes les filles à l'éducation.

Parce que la jeune et courageuse Malala Yousufzai est devenue un symbole de la lutte pour le droit universel à l'éducation, nous proposons qu'un prix Malala de la paix et de l'éducation lui soit décerné à Paris, berceau des droits humains.

Nous regrettons qu'il ait fallu attendre l'attentat du 9 octobre perpétré par les talibans contre Malala pour qu'une mobilisation internationale s'engage en faveur des droits des petites Pakistanaïses.

Depuis des mois, nous alertons sur la situation des enfants pakistanais face au terrorisme :

- enfants victimes des attentats
- filles interdites d'école par la terreur islamiste
- enfants envoyés se faire exploser !

Les talibans ont même recours au jet d'acide pour défigurer fillettes et jeunes filles sur le chemin de l'école !

L'IRESK, Institut de recherche et d'études stratégiques de Khyber, publie des rapports mensuels qui montrent la gravité du mal qui ronge le Pakistan.

Pendant le seul mois d'octobre, au moins 13 enfants pakistanais ont été tués par des attaques terroristes, 42 enfants, dont Malala, ont été blessés et 9 écoles ont été détruites.

Les proclamations en faveur de l'éducation ne suffiront pas, l'incitation financière des familles pauvres pour qu'elles envoient leurs filles à l'école non plus. Avant tout, il faut assurer la sécurité des enfants et de leurs enseignantes face à des terroristes redoutables. La responsabilité en incombe au gouvernement de la République Islamique du Pakistan.

Comme le père de Malala, nous menons un combat pour le droit à l'éducation, pour l'arrêt de la terreur, pour la liberté de conscience et la liberté d'expression.

Sans cette liberté, le Pakistan ne saurait assurer une éducation émancipatrice et épanouissante à tous ses enfants, filles et garçons.

La loi du blasphème, au nom de laquelle la paysanne chrétienne Asia Bibi a été condamnée à mort et croupit en prison, doit être abrogée.

L'endoctrinement et l'enseignement de la haine qui sévissent dans les madrassas doivent être proscrits.

Déclaration soutenue par :

AISC Solidarité copte - Alliance Internationale des Femmes - APIV Association pour l'Information et la Vérité - IRESK Institut de recherche et d'études stratégiques de Khyber - LDIF Ligue du Droit International des Femmes - MPCT Mouvement Pour la Paix et Contre le Terrorisme (Membre de l'Alliance Internationale Contre le Terrorisme) - Paroles de Femmes - PEREC, Pour une école républicaine et citoyenne - Primo Info - Rassemblement Pour la Démocratie au Liban - Regards de Femmes